

Convention collective départementale
IDCC : 984. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,
MÉCANIQUES ET CONNEXES
(Eure-et-Loir)
(27 juillet 1978)

(Etendue par arrêté du 23 novembre 1979,
Journal officiel du 25 janvier 1980)

AVENANT DU 25 AVRIL 2014
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES
ET À LA VALEUR DU POINT POUR L'ANNÉE 2014

NOR : ASET1450733M

IDCC : 984

Entre :

L'UIMM Eure-et-Loir,

D'une part, et

La CFTC ;

La CFE-CGC ;

La CFDT métaux 28,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 21 « Indemnité de panier » de l'avenant « Mensuels » est remplacé par un nouvel article 21 « Indemnité de restauration sur le lieu du travail », rédigé comme suit :

« Article 21

Indemnité de restauration sur le lieu du travail

Lorsque le salarié est contraint de prendre une restauration sur son lieu effectif de travail en raison des conditions particulières d'organisation d'horaire de travail, résultant du travail de nuit tel que défini par la loi, ne lui permettant ni de rentrer chez lui ni d'avoir accès, le cas échéant, au restaurant de l'entreprise, il lui sera versé une indemnité destinée à compenser les dépenses supplémentaires de restauration générées par cette situation.

L'indemnité de restauration sur le lieu de travail n'est versée qu'au titre des jours où le salarié se trouve dans la situation visée au paragraphe précédent. Elle n'est pas versée au titre des jours non travaillés, qu'ils soient ou non indemnisés (congés payés, absence pour maladie, accident, etc.), ni au titre des jours travaillés où le salarié ne se trouve pas dans la situation considérée.

Le montant de l'indemnité de restauration est fixé par avenant à la présente convention.

L'indemnité de restauration sur le lieu de travail est soumise au régime juridique défini par l'arrêté du 20 décembre 2002 relatif aux frais professionnels déductibles pour le calcul des cotisations de la sécurité sociale. A ce titre, elle est déductible dans la limite des plafonds fixés chaque année en tant que frais professionnels du calcul des cotisations de la sécurité sociale. En conséquence, elle est exclue des différentes assiettes de calcul (indemnité de congés payés, indemnité de maladie, indemnité de préavis, indemnité de licenciement, etc.) et de comparaison relatives aux garanties salariales (Smic, RAG, etc.).

La présente indemnité de restauration ne se cumule pas avec toute autre indemnité ayant le même objet.

Au cas où le régime juridique de ladite indemnité tel que prévu par l'arrêté du 20 décembre 2002 précité viendrait à être modifié, les parties conviennent de se rencontrer pour en examiner les conséquences avant toute dénonciation éventuelle. Suite à cet examen, les dispositions du présent article instituant l'indemnité de restauration sur le lieu effectif de travail pourront être dénoncées indépendamment de la présente convention collective par l'une ou l'autre des parties. »

Article 2

A compter du 1^{er} juillet 2014, la valeur du point est fixée à 5,02 €, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de 35 heures.

Les rémunérations minimales hiérarchiques sont établies par les barèmes figurant :

- à l'annexe A du présent avenant en ce qui concerne les salaires minimaux hiérarchiques des administratifs et techniciens-agents de maîtrise (sauf agents de maîtrise d'atelier) ;
- à l'annexe B du présent avenant en ce qui concerne les salaires minimaux hiérarchiques des ouvriers ;
- à l'annexe C du présent avenant en ce qui concerne les salaires minimaux hiérarchiques des agents de maîtrise d'atelier.

La rémunération minimale hiérarchique comprend l'ensemble des éléments de rémunération versés en contrepartie ou à l'occasion du travail, y compris les éventuelles compensations pécuniaires pour réduction de la durée du travail et à l'exclusion des sommes visées à l'article 13 de l'avenant « Mensuels ».

Article 3

Rémunérations annuelles garanties

En considération de l'esprit de l'accord national du 28 juillet 1998 et de son avenant du 29 janvier 2000 et en application des articles 13 *bis*, *ter* et *quater* de la convention collective, des rémunérations annuelles garanties ont été fixées à partir de l'année civile 2014 et figurent en annexe au présent avenant suivant le barème ci-joint, annexe D.

Le barème est établi sur la base 151,67 heures pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

Ce barème est composé de trois tableaux :

- administratifs et techniciens ;
- ouvriers ;
- agents de maîtrise d'atelier.

La vérification de la rémunération annuelle globale du salarié telle que définie à l'article 13 *quater* sera effectuée au plus tard à la fin du premier mois suivant la période de vérification ou au terme du contrat de travail en cas de rupture en cours d'année. La garantie s'appliquera *pro rata temporis* en cas d'entrée ou de départ en cours d'année, de même qu'en cas de changement de classement ou de suspension du contrat de travail.

Au cas où l'employeur aurait à verser un complément de rémunération, celui-ci sera effectué au plus tard avec la paie du premier mois suivant la période de vérification ou au terme du contrat de travail en cas de rupture avant cette date.

Article 4

Indemnité de restauration sur le lieu de travail

L'indemnité de restauration sur le lieu de travail prévue à l'article 21 est fixée à 6,90 € à compter du 1^{er} juillet 2014.

Article 5

Les dispositions du présent avenant se substituent aux dispositions et documents antérieurs portant sur le même objet ou sur l'objet expressément visé par le présent avenant (cf. article 1^{er} modifiant l'article 21 de l'avenant « Mensuels »).

Article 6

Le présent avenant et ses annexes, conformément aux articles L. 2221-2 et suivants du code du travail, sont faits en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail. Au nom de l'ensemble des signataires, l'UIMM Eure-et-Loir diligentera une demande d'extension auprès du ministère.

Fait à Chartres, le 25 avril 2014.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE A

Barème des salaires minima hiérarchiques au 1^{er} juillet 2014

Base : 35 heures.

Valeur de point : 5,02 €.

*Administratifs et techniciens, agents de maîtrise
(sauf agents de maîtrise d'atelier)*

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE
V	3	395	1 982,90
	3	365	1 832,30
	2	335	1 681,70
	1	305	1 531,10
IV	3	285	1 430,70
	2	270	1 355,40
	1	255	1 280,10
III	3	240	1 204,80
	2	225	1 129,50
	1	215	1 079,30
II	3	190	953,80
	2	180	903,60
	1	170	853,40
I	3	155	778,10
	2	145	727,90
	1	140	702,80

ANNEXE B

Barème des salaires minima hiérarchiques au 1^{er} juillet 2014

Base : 35 heures.

Valeur du point : 5,02 €.

Ouvriers

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	CATÉGORIE	SALAIRE
IV	3	285	TA4	1 502,24
	2	270	TA3	1 423,17
	1	255	TA2	1 344,11
III	3	240	TA1	1 265,04
	1	215	P3	1 133,27
II	3	190	P2	1 001,49
	1	170	P1	896,07
I	3	155	O3	817,01
	2	145	O2	764,30
	1	140	O1	737,94

Les salaires minima garantis ainsi fixés comprennent la majoration de 5 % prévue par l'accord national du 30 janvier 1980 et par l'avenant du 17 avril 1980 modifiant la convention collective d'Eure-et-Loir et servent de base pour le calcul de la prime d'ancienneté conventionnelle.

ANNEXE C

Barème des salaires minima hiérarchiques au 1^{er} juillet 2014

Base : 35 heures.

Valeur du point : 5,02 €.

Agents de maîtrise d'atelier

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	CATÉGORIE	SALAIRE
V	3	395	AM7	2 121,70
	3	365	AM7	1 960,56
	2	335	AM6	1 799,42
	1	305	AM5	1 638,28
IV	3	285	AM4	1 530,85
	1	255	AM3	1 369,71
III	3	240	AM2	1 289,14
	1	215	AM1	1 154,85

Les salaires minima garantis ainsi fixés comprennent la majoration de 7 % prévue par l'accord national du 30 janvier 1980 et par l'avenant du 17 avril 1980 modifiant la convention collective d'Eure-et-Loir et servent de base pour le calcul de la prime d'ancienneté conventionnelle.

ANNEXE D

Barème des rémunérations annuelles garanties à compter de l'année 2014

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	ADMINISTRATIFS et techniciens	OUVRIERS		AGENTS de maîtrise d'atelier	
I	1	140	17 388	O1	17 435		
	2	145	17 413	O2	17 471		
	3	155	17 453	O3	17 600		
II	1	170	17 515	P1	17 862		
	2	180	17 665	P2	18 319		
	3	190	17 823				
III	1	215	18 011	P3	18 748	AM1	19 266
	2	225	18 217				
	3	240	18 628	TA1	19 636	AM2	20 179
IV	1	255	19 203	TA2	20 361	AM3	20 969
	2	270	19 976	TA3	21 199	AM4	22 871
	3	285	21 097	TA4	22 331		
V	1	305	22 503			AM5	24 478
	2	335	24 497			AM6	26 467
	3	365	26 774			AM7	28 601
	3	395	28 928			AM7	30 996